

Recent Cases

DROIT CRIMINEL — DÉCLARATION DISCULPATOIRE, NÉCESSITÉ DE VOIR DIRE, QUESTION DE DROIT OU QUESTION DE FAITS, *Piché v. La Reine*, [1970] 1 C.C.C. 257, (1971), 11 D.L.R. (3d) 700.

Dans un jugement récent, la Cour suprême¹ rejette une règle que les différents cours du pays avaient, jusqu'à l'unanimité,² adoptée: en effet, on décidait que l'on n'avait pas à soumettre la déclaration totalement disculpatoire à un *voir dire*.

Dorénavant, que la déclaration soit totalement incriminante, partiellement incriminante et partiellement disculpatoire ou totalement disculpatoire, on devra la soumettre au test énoncé clairement depuis 1914 par Lord Sumner dans la cause de *Ibrahim v. Rex*.

It has long been established as a positive rule of English criminal law, that no statement by an accused is admissible in evidence against him unless it is shewn by the prosecution to have been a voluntary statement, in the sense that it has not been obtained from him either by fear of prejudice or hope of advantage exercised or held out by a person in authority. The principle is as old as Lord Hale.³

Les faits dans la cause de Piché se prêtaient justement très bien à la démonstration de la raison d'être de cette règle générale.

L'appelante a subi son procès devant l'honorable juge Hunt sous une accusation de meurtre. Celui-ci l'acquitta. La Couronne logea un appel et la Cour d'appel accueillit cet appel et ordonna un nouveau procès. C'est de ce jugement qu'on en appelle maintenant.

L'unique question de droit soulevée par la Couronne lors de son appel était le rejet par le juge de première instance d'une déclaration faite par l'appelante à la police lors d'un interrogatoire après la découverte du corps de Pascre, le 1er novembre, 1968.

A la police, l'appelante avait déclaré que sa relation avec Pascre, avec qui elle cohabitait depuis longtemps, était parfois orageuse; le 31 octobre au soir, après avoir tous deux bu des boissons alcooliques, ils s'étaient disputés; puis elle avait décidé d'aller coucher chez sa mère avec son enfant. Elle appela un taxi *laissant Pascre*

¹ *Piché v. La Reine*, (1971), 11 D.L.R. (3d) 700, appel entendu les 30 janvier et 2 février 1970 devant la Cour suprême du Canada; le jugement fut prononcé le 26 juin, 1970.

² *Rex v. Scory*, [1945] 1 W.W.R. 15.

³ *Ibrahim v. The King*, [1914] A.C. 599, aux pp. 609-610.

endormi; ce n'est que le lendemain matin, selon elle, qu'elle apprit la mort de Pascre.

Or, lors de son témoignage au procès, sa version fut totalement différente: après sa dispute, elle aurait décidé de se suicider; à cet effet, elle prit un des fusils de Pascre et ce serait en voulant lui donner un dernier baiser que l'arme se déclencha accidentellement.

La Couronne en appel a soutenu que le juge ne devait pas exiger de *voir dire* pour la déclaration à la police car cette déclaration était totalement disculpatoire. Or, le juge de première instance avait justement rejeté la déclaration comme non volontaire à la suite d'un long *voir dire*.

Le juge de première instance s'était, en fait, basé sur la jurisprudence qui enseignait que seule la déclaration incriminante ou qui admet des faits qui *peuvent autoriser* des conclusions défavorables à l'accusé est soumise aux règles d'admissibilité des confessions extrajudiciaires mais la déclaration totalement justificative ne l'est pas.⁴

Or, pour le juge Hunt, il y avait des éléments de la déclaration qui pouvaient autoriser des conclusions défavorables à l'accusé:

First of all, I will deal with the statement which the Crown claims to be exculpatory, and the defence claims to be inculpatory. It is, of course, apparent that each statement must stand on its own merits, and one has to examine it in order to determine which it is.

The question is not whether the statement is a complete confession. If it is partially inculpatory and partially exculpatory, the general principle is that it must be treated as a confession, as it is, at least partly, inculpatory.

I do not wish to elaborate on the contents of the statement, but I have to make the following observation. First, the mere fact that it is untrue in whole or in part does not of itself make it inculpatory. Secondly, the statement places the accused at the place where the deceased was killed, within the time limits, within which the medical evidence establishes the death could have occurred. Third, the statement sets out the argument of that evening, that the deceased was giving the accused "hell" — and that she went to bed mad. These are the motives which the statement says led her to leave to return to her mother's. They could equally well be construed as motive to murder. Both opportunity — and possible motive are disclosed. These are both material facts, and their admission is in the nature of a confession of those facts.

It is my ruling the statement is not exculpatory, and is, therefore, not admissible unless the Crown can show on a *voir dire* that it was voluntary.⁵

⁴ *Boudreau v. The King*, [1949] S.C.R. 262.

⁵ *Rex v. Piché*, [1970] 1 C.C.C. 257, à la p. 260.

En premier lieu, il est légitime de se demander, comme le fait d'ailleurs le juge Freedman⁶ en Cour d'appel, si vraiment la Couronne avait un *droit d'appel*. Ici, la question de savoir si la déclaration est totalement disculpatoire ou non semble demander une appréciation préalable des faits: dans ce cas, ce n'est plus une question de droit mais bien une question mixte de droit et de fait et la Couronne n'a pas de droit d'appel.

In the present case it is plain to me that the ruling of Hunt, J., was linked and anchored to the factual situation which confronted him. He was enunciating no general legal principle but rather was assessing a specific document before him. Upon an appraisal of what was contained within that document he determined that it was partially inculpatory.⁷

Pour le juge Monnin, cependant, la question se posait différemment:

...whether a trial within a trial was necessary or not in the matter of an exculpatory statement is purely a question of law.⁸

Or, cette question-ci n'a pas été débattue ou contestée par le juge de première instance puisque, pour lui, son jugement sur la déclaration elle-même était qu'il ne s'agissait pas d'une déclaration totalement exculpatoire.

Donc, sur ce point nous soumettons que le jugement du juge Freedman, dissident, en Cour d'Appel, est plus fondé.

Abordons maintenant le fond même du jugement. Le coeur du problème réside dans la difficulté de déterminer dans chacune des déclarations s'il y a des *faits qui peuvent autoriser des conclusions défavorables à l'accusé*.

Pour l'honorable juge Freedman, certaines parties de la présente déclaration révèlent des faits qui sont des maillons de la preuve⁹ (chain of evidence), que la poursuite doit prouver pour établir la culpabilité et par conséquent, on peut les regarder comme incriminants.

D'autre part, le juge Monnin s'appuie sur un article de G.A. Martin, intitulé *Admissibility of Confessions and Statements*, où ce savant auteur énonce ceci à la suite de son commentaire de l'arrêt *Boudreau*:

What is the position with respect to statements which are exculpatory on their face when made but which are later introduced by the prosecution in evidence for the purpose of affecting the credibility of the accused? This type of situation arises where an accused when first questioned

⁶ *Ibid.*, à la p. 261-262.

⁷ *Idem.*, à la p. 262.

⁸ *Idem.*, à la p. 282.

⁹ *R. v. Piché*, [1970] 1 C.C.C. 257, à la p. 265.

with respect to the death of someone sets up an alibi but on his trial gives evidence that the killing was an accident or was provoked or was committed in self-defence.

The trend of judicial authority is that statements of this kind are exculpatory and the confession rule does not apply to them. The test is whether the statement is exculpatory on its face when made. It may be, however, that the law on this point cannot be regarded as finally settled.¹⁰

Par conséquent, le juge Monnin considère que la relation des faits par l'accusé lors de sa déclaration, puisqu'elle n'impliquait pas *directement* la culpabilité, était exculpatoire.¹¹

Briefly it is to the effect that a confession is an acknowledgment in express words of the truth of the guilty fact charged or of some essential part of it. It is only to that class of statement that the principle of exclusion applies. Exculpatory statements denying guilt cannot be confessions. This ought to be plain enough if legal terms are to have any meaning and if the spirit of the general principle is to be observed. Acknowledgement of a subordinate fact not directly involving guilt, or, in other words, not essential to the crime charged, is not a confession.¹²

A cet effet, il nous cite une jurisprudence abondante ayant sa principale source dans des arrêts de la Cour d'Appel de Colombie Britannique.¹³ Cependant, il note quelques dissidences.

Ainsi, il se réfère à l'arrêt *R. v. Scory*^{13a} de la Cour d'appel de Saskatchewan à cet effet:

... Any statement of an accused "by which the Crown seeks to advance its case" must be regarded as a "confession" and cannot be introduced unless the prosecution establishes after a proper trial within a trial that it is voluntary.¹⁴

Plus que toute autre, la Cour d'appel d'Ontario nous fait sentir son hésitation face aux règles à appliquer lorsqu'on se trouve dans

¹⁰ *Ibid.*, à la p. 272, citant (1962-63), 5 Crim. L.Q. 35, à la p. 38.

¹¹ "What could be more exculpatory on a charge of non-capital murder than when I left home the deceased was alive and sleeping", p. 281.

¹² *Idem.*, à la p. 273.

¹³ *R. v. Hurd*, (1913), 21 C.C.C. 98; *R. v. Mandzuk*, (1945), 85 C.C.C. 158, considérée par l'honorable juge comme tête de cette lignée jurisprudentielle et décidée par 5 juges de la Cour d'appel de la C. B.; à la page 160 le juge O'Halloran s'exprime ainsi:

"However, in my judgment, the statement cannot be regarded as a confession". Taken at its full value *at the time it was made*, the statement was not *in itself* inculpatory, for there was no element of guilt in the facts then acknowledged. (*Italics mine*).

Il suit une liste de la C.B. et d'autres provinces confirmant cet arrêt.

La Cour d'appel de Colombie Britannique s'est prononcée à nouveau dans ce sens dans *R. v. Sigmund et al.*, [1968] 1 C.C.C. 92.

^{13a} (1944), 83 C.C.C. 306.

¹⁴ *R. v. Piché*, [1970] 1 C.C.C. 274.

la zone grise des déclarations complètement disculpatoires. En effet, dans *R. v. Black and Mackie*, la cour affirme que:

If the statement is totally exculpatory, other considerations may or may not apply.¹⁵

D'ailleurs, comme le note le juge Hall, Freedman, J.A., avait raison lorsque, dans son jugement en Cour d'Appel, il dit ceci:

But somewhat surprisingly, till now there has been no express majority opinion on the point by the Supreme Court of Canada. Hence the question may still be regarded as open. (Emphasis added)¹⁶

Mais, en réalité, quel est le fondement de la règle qui veut qu'une déclaration d'un accusé à une personne en autorité soit sujette à un *voir dire*, quel est le but visé? Le but primordial est de *protéger l'individu*; on ne veut pas laisser l'individu à la merci des promesses ou menaces d'une personne en autorité. On veut que sa déclaration, *quelle qu'elle soit*, soit volontaire. C'est le sens du jugement de la Cour suprême ici:

In my view the time is opportune for this Court to say that the admission in evidence of all statements made by an accused to persons in authority, whether inculpatory or exculpatory, is governed by the same rule and thus put to an end the continuing controversy and necessary evaluation by trial Judges of every such statement which the Crown proposes to use in chief or on cross-examination as either being inculpatory or exculpatory. The rule respecting the admission of statements is a Judge-made rule and does not depend upon any legislative foundation and I see no impediment to making the rule clear and beyond dispute.¹⁷

Il est important de déterminer la portée de ce jugement. Il ne fait qu'assujettir les déclarations complètement disculpatoires, faites à des personnes en autorité, à la règle de *Ibrahim v. Rex*,¹⁸ i.e. à la nécessité que cette déclaration ait été faite *volontairement*.

Un souci d'efficacité justifie en partie l'extension de cette règle à ces déclarations disculpatoires. Ainsi, il n'est plus nécessaire pour les avocats d'arguer pendant de longues heures sur le caractère de la déclaration et d'autre part, le juge n'a plus besoin de déterminer le caractère incriminant ou disculpatoire de la déclaration, évitant ainsi des appels sur des questions de droit ou des questions mixtes de droit ou de fait.

Il importe, cependant, d'aller au coeur de ce problème et de montrer la logique d'une telle règle. Voyons d'abord l'article du Code criminel qui soulève le litige, l'article 455:

¹⁵ *R. v. Black and Mackie*, [1966] 1 O.R. 683, 54 D.L.R. (2d) 674.

¹⁶ *Piché v. La Reine*, (1971), 11 D.L.R. (3d) 700, à la p. 709, citant [1970] 1 C.C.C. 257, à la p. 266.

¹⁷ *Piché v. La Reine*, (1971), 11 D.L.R. (3d) 700, à la p. 709.

¹⁸ *Supra*, n. 3.

Rien dans la présente loi n'empêche un poursuivant de fournir une preuve... quelque aveu, confession ou déclaration faite à quelque moment que ce soit par le prévenu et qui, d'après la loi, est admissible contre lui.

Premièrement, l'article ne crée aucune distinction entre aveu, confession ou déclaration: on semble simplement décrire les différents noms que les paroles ou écrits d'une personne peuvent prendre.

Deuxièmement, les juges ont établi la distinction entre les déclarations faites à une personnes en autorité et celles faites à d'autres personnes. On a voulu que les premières soient faites d'une façon libre et volontaire parce que les personnes auxquelles elles sont faites peuvent influencer le processus judiciaire; par conséquent, on n'a pas voulu que le déclarant fasse une déclaration dans l'espoir ou la crainte d'une action positive ou négative de la personne en autorité sur le processus judiciaire.

Or ici, la déclaration est faite justement à une personne en autorité, puisqu'elle résulte des questions posées par les policiers eux-mêmes, susceptible d'influencer le processus. Pourquoi alors ne pas appliquer la règle?

Troisièmement, le texte de l'article 455 parle des déclarations «admissibles contre lui». La Couronne est mal venue de venir plaider devant la cour, dans un cas comme celui de Ruth Piché qu'elle met cette déclaration en preuve *dans l'intérêt du prévenu* puisqu'en fait, elle veut soulever la contradiction du prévenu avec les faits relatés dans sa déclaration. Comme le note l'honorable juge en chef Cartwright, ce raisonnement est assez étrange.

It appears to me to involve a strange method of reasoning to say that an involuntary statement harmful to the accused's defence shall be excluded because of the danger of its being untrue but that a harmful involuntary statement, of which there is not merely a danger of its being false but which the prosecution asserts to be false, should be admitted merely because, considered in isolation, it is on its face exculpatory.¹⁹

Il n'y a pas de logique *substantielle* dans un tel raisonnement par la Couronne. La déclaration disculpatoire involontaire et fausse comporte autant de danger que la déclaration incriminante involontaire par le prévenu; on ne doit pas permettre que le droit de l'accusé de ne pas parler soit violé dans l'un ou l'autre de ces cas:

If, on the other hand, one regards the rule against the admission of an involuntary statement as being based in part on the maxim *nemo tenetur seipsum accusare*, the right of an accused to remain silent is equally violated whether, when he is coerced into making a statement

¹⁹ Piché v. La Reine, *supra*, n. 1, à la p. 701.

against his will, what he says is on its face inculpatory or exculpatory. I find it difficult to see how the prosecution can consistently urge that a statement forced from an accused is in reality exculpatory while at the same time asserting that its exclusion has resulted in the acquittal of the accused and that its admission might well have resulted in conviction.²⁰

Le jugement de la Cour suprême rétablit donc la logique dans cette règle des déclarations faites par un accusé.

D'autre part, comme le souligne le juge Hall, en soumettant les déclarations disculpatoires à la règle générale, la Couronne ne sera pas défavorisée puisque seules seront refusées celles qui, lors du *voir dire*, seront jugées involontaires:

A rule that exculpatory statements made to a person in authority by an accused shall be subject on a *voir dire* to the same requirements as inculpatory statements will not handicap the Crown. If the statement was given voluntarily, it will be admitted: if not given voluntarily and the trial judge so rules, it will not be admitted.²¹

L'honorable juge nous montre comment d'ailleurs la Cour suprême des Etats-Unis, pays d'où semble venir l'erreur au sujet des déclarations disculpatoires,²² a réglé ce problème:

The Government also contends that Toy's declarations should be admissible because they were ostensibly exculpatory rather than incriminating. There are two answers to this argument. First, the statements soon turned out to be incriminating, for they led directly to the evidence which implicated Toy. Second, when circumstances are shown such as those which induced these declarations, it is immaterial whether the declarations be termed "exculpatory." Thus we find no substantial reason to admit Toy's declarations from the protection of the exclusionary rule.²³

Enfin, l'honorable juge Hall réfère au jugement de Lord Reid dans une cause récente entendue par la Chambre des Lords. Lord Reid, en citant les règles des juges, montre bien qu'une telle distinction n'existe pas.

... (e) That it is a fundamental condition of the admissibility in evidence against any person, equally of any oral answer given by that person to a question put by a police officer, or of *any statement*" (my italics) "made by that person that it shall have been voluntary in the sense that

²⁰ *Ibid.*, à la p. 702.

²¹ *Idem.*, à la p. 710.

²² En effet, il semble que l'erreur vienne d'un passage de *Wignore on Evidence*, 3e édition, où celui-ci dit à la p. 243:

Confessions are thus only one species of admissions, and all other admissions than those which directly touch the fact of guilt are without the scope of the peculiar rules affecting the use of confessions.

²³ *Wong Sun v. United States*, 83 S. Ct. 407 (1963), citée à la page 711 du jugement du juge Hall dans *Piché v. La Reine*.

it has not been obtained from him by fear or prejudice or hope of advantage exercised or held out by a person in authority or by oppression. The principle set out in paragraph (e) above is overriding and applicable in all cases."²⁴

On croirait entendre ici Lord Sumner lors de son jugement dans la cause de *Ibrahim v. Rex*.²⁵

La portée de cet arrêt n'est donc pas d'exclure les déclarations disculpatoires de tous procès mais de les soumettre au critère des autres déclarations lors d'un *voir dire*. Si on juge alors qu'elle a été faite *volontairement*, on l'admettra; sinon, on la rejettera.

P. L.

RESPONSIBILITY — PRESUMPTION AGAINST OWNER OF VEHICLE — CAR OBTAINED BY THEFT — REBUTTAL OF PRESUMPTION — DISTINCTION BETWEEN THEFT AND OBTAINING POSSESSION WITHOUT PERMISSION HIGHWAY VICTIMS INDEMNITY ACT (R.S.Q. 1964, c. 232, s. 3), Cr. C. 269, 281, *Gaouette v. Bégin*, [1971] R.L. n.s. 99.

Section 3 of the *Highway Victims Indemnity Act*¹ permits the owner of an automobile to rebut the presumption of liability imposed by the *Act* by proving that "... at the time of the accident the automobile was being driven by a third person who obtained possession thereof by theft". In *Gaouette v. Bégin*,² Chateaufort, J., in the Superior Court at Three Rivers, rendered a judgment which exonerated the owner from liability for an accident caused by his son who had obtained possession of the vehicle without permission. This action amounted to theft under section 3 of the *Act* and the presumption was thus rebutted.

Much litigation has arisen surrounding the meaning of the word "theft", many of the cases being listed in the *Gaouette* case. The main source of contention has been the distinction between sections 269 and 281 of the Criminal Code, the former dealing

²⁴ *Commissioners of Customs and Excise v. Harz et al.*, [1967] 1 A.C. 760, aux pp. 817-818.

²⁵ *Supra*, n. 3.

¹ R.S.Q. 1964, c. 232.

² [1971] R.L. n.s. 99.

with theft and the latter with "joy riding". In cases similar to the one under study, the plaintiffs have taken the position that "theft" in the *Highway Victims Indemnity Act* dealing with civil responsibility must have the same meaning as "theft" of section 269 of the Criminal Code. In effect, since "joy riding" is a separate offence under 281 Cr. C., the owner of the vehicle should be responsible for damages caused while the automobile was taken without permission, but not effectively stolen. Defendants, on the other hand, contend that the *raison d'être* of the exoneration provision of article 3 of the *Act* is to permit the owner to escape liability if he had no control over the car or its driver, and therefore, the distinction between 269 and 281 Cr. C. should not be a consideration in imposing civil liability.

Chateauneuf, J., in the *Gaouette case* accepted Defendant's argument to the effect that:

Chercher une distinction fondamentale entre le vol et la prise de possession sans permission, tel que défini dans le Code criminel, c'est aller beaucoup plus loin que ce qui est exprimé généralement dans la jurisprudence en matière pénale.³

Several authorities in criminal law are cited to support the view that there is no fundamental difference between the theft of an automobile and possession without permission; in fact, Lagarde⁴ states that the distinction between sections 269 and 281 is for purposes of sentencing differently the person who intended to deprive the owner of possession permanently rather than temporarily.

In the *Gaouette case*, Ferland, J.'s decision in *Tantalo v. Klydianos*⁵ is cited with approval. Here again, the decision states that:

Des critères de distinction en matière pénale ne sont pas les guides les plus sûrs pour résoudre des problèmes d'interprétation au sujet d'actes privés ou d'une loi provinciale au sujet de la responsabilité civile.⁶

One decision which accepted the contrary contention is *Pelletier v. Boudreau*.⁷ In that case, the son of the defendant took the vehicle without permission and drove it without even having a valid licence. Pelletier, J., concluded that the facts would not permit a Court of criminal jurisdiction to convict the son of theft under section 269 Cr. C. However, the judge goes on to say that even

³ *Ibid.*, at p. 106.

⁴ Lagarde, *Droit Pénal Canadien*, (1962), at p. 421.

⁵ [1970] C.S. 331.

⁶ *Ibid.*, at pp. 333-334.

⁷ [1968] C.S. 22.

if the son had been guilty of an offence under 281 Cr. C., the presumption of the liability of the owner would still not be rebutted. This conclusion was reached since Pelletier, J., considered the *Highway Victims Indemnity Act* of public order and was thus to be interpreted restrictively.

In the light of the relevant policy considerations, it seems that the interpretation given by Chateauneuf, J., in *Gaouette v. Bégin* is the correct one. The owner who has no control over either the car or the choice of the driver cannot be responsible for accidents. Great care must of course be given to prevent exoneration simply on the ground that the father did not permit the son to drive the vehicle at that particular time — collusion would be very simple in such cases. However, where proof is brought that the driver did some positive act, such as steal the keys to the car, the owner should be able to exonerate himself of the liability imposed by presumption, whether the driver committed an offence under section 269 or section 281 Cr. C.

A. T. M.
